



Construire des villes et des gouvernements locaux ouverts

Open
Government
Partnership



**OGP
LOCAL**

A PROPOS DU PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT

Créé en 2011, le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) est fondé sur l'idée que les gouvernements devraient être plus transparents, inclusifs, participatifs et responsables envers les citoyen.ne.s, en aidant à répondre à leurs besoins de manière plus efficace et équitable.

Le PGO est un partenariat mondial qui comprend 76 gouvernements nationaux, 100+ gouvernements locaux et des milliers d'organisations de la société civile. Grâce au Partenariat, ces forces travaillent de pair pour co-créer des plans d'action avec des étapes concrètes – des engagements – dans un large éventail de domaines politiques. Ce modèle permet aux organisations de la société civile et à l'engagement des citoyen.ne.s de jouer un rôle dans la formation et la supervision des gouvernements. Collectivement, plus de 4000 engagements ont été pris dans le monde.

Le PGO a la capacité unique de rassembler les parties prenantes nationales et locales, en ayant recours à des approches multipartites pour relever les défis locaux, forger des coalitions pour faire avancer les réformes et diffuser l'innovation dans tous les pays.

POURQUOI LOCAL ?

Ce sont les gouvernements locaux qui sont le plus près de leurs citoyen.ne.s, ce qui se traduit par des réformes de gouvernement ouvert innovantes et ambitieuses. Qu'il s'agisse d'un État, d'une préfecture ou d'une municipalité, le gouvernement local est chargé de fournir les services publics essentiels.

C'est pourquoi le PGO local a été lancé en 2016, établissant des partenariats entre les gouvernements locaux et les organisations de la société civile dans le but de rendre les gouvernements plus ouverts, inclusifs, participatifs et responsables envers leurs citoyen.ne.s.

L'analyse du Mécanisme d'évaluation indépendant (MEI) a révélé que les engagements locaux sont, en moyenne, beaucoup plus susceptibles d'être ambitieux et d'obtenir des résultats préliminaires plus solides que les engagements pris par les gouvernements nationaux. Les principaux domaines politiques sont l'élaboration de politiques participatives, la budgétisation participative et le suivi des infrastructures.

Le processus du PGO offre un espace unique d'exploration des solutions locales aux défis mondiaux. Par exemple, de nombreux membres du PGO local utilisent leurs plans d'action pour localiser, faire progresser et mettre en œuvre des efforts mondiaux tels que les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies.



PROBLÈMES À RÉSOUDRE VIA LE PGO

Construire des services publics axés sur les citoyen.ne.s, y compris l'accès à la justice

Les engagements du PGO peuvent aider à améliorer les services tels que les soins de santé, l'éducation et l'eau potable grâce à des réformes pratiques telles que l'ouverture des données pour impliquer directement le public dans la prise de décision. Garantir le libre accès aux systèmes judiciaires est également crucial pour aider les citoyen.ne.s à trouver des solutions équitables à des problèmes allant des litiges fonciers au déni de services publics.



Lutter contre la corruption

Les membres du PGO luttent contre la corruption par le biais de la prévention, de la détection, des enquêtes, des poursuites et des sanctions. Les domaines d'intérêt populaire incluent la création de registres qui exposent la propriété de l'entreprise et l'ouverture des systèmes de commande publique qui uniformisent les règles du jeu.



Protéger l'espace civique et la participation inclusive

L'espace civique soutient toutes les réformes du gouvernement ouvert, en particulier pour les femmes et les autres groupes sous-représentés.

Ouvrir les données et accéder à l'information

Les membres du PGO sont tenus de respecter des lois qui permettent un accès équitable à l'information, en supprimant les obstacles supplémentaires à l'information et en favorisant une divulgation proactive.



Promouvoir une transformation numérique inclusive et une protection contre les menaces numériques

Les outils numériques peuvent revitaliser les services gouvernementaux essentiels - de la commande publique à l'accès aux soins de santé et à la sollicitation de la contribution des citoyen.ne.s dans l'élaboration des politiques. Cependant, les garanties nécessaires sont requises pour se protéger des abus et des menaces contre les processus démocratiques.

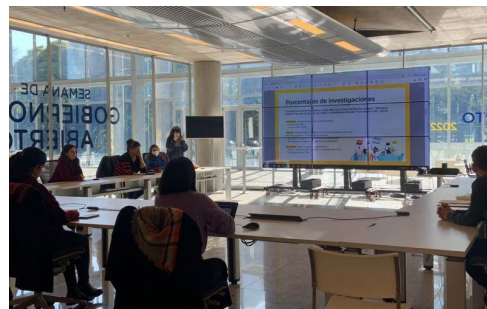
FAIRE PROGRESSER LES RÉFORMES



Madrid, en Espagne, a créé un registre obligatoire des lobbyistes. Depuis son lancement, le nombre de lobbys enregistrés est passé de zéro à plus de six cents, ce qui témoigne de la réussite du processus.

Le Pays basque, en Espagne a créé le projet Open Eskola (école ouverte) pour fournir et renforcer les compétences nécessaires à la participation citoyenne et pour offrir des outils numériques accessibles afin de surmonter les inégalités numériques.

La ville de Tétouan, au Maroc, numérise les services municipaux locaux afin d'en améliorer l'efficacité et la qualité. Elle développe également une application pour téléphone portable permettant aux citoyen.ne.s de cogérer facilement ces services en envoyant des notifications aux responsables des services.



Buenos Aires, en Argentine, est en train d'ouvrir les données sur l'accès aux droits de la communauté LGBTQIA+ afin d'améliorer et d'informer les politiques publiques. Elle a mené une enquête, publié des données et des visualisations sur la santé, l'éducation et le registre d'état civil.

Banggai, en Indonésie, a créé une application mobile qui permet aux agents de santé (coordinateurs de district et sages-femmes des centres de santé villageois et communautaires) de surveiller l'état des femmes enceintes en temps réel et d'atteindre les normes minimales de service pour les femmes enceintes.



São Paulo, au Brésil, donne aux citoyen.ne.s les moyens de suivre la mise en œuvre de l'Agenda municipal 2030 grâce à des formations et à la plateforme "ObservaSampa" qui permet de suivre les 545 indicateurs de l'Agenda municipal 2030 à l'aide de données ouvertes, de visualisations et d'un langage simple.

Cotabato du Sud, aux Philippines, crée des espaces et des événements permettant aux jeunes d'interagir et de collaborer pour traiter des questions locales et d'intérêt communautaire dans la province de par le biais d'un gouvernement ouvert.

Abuja, au Nigeria, encourage la participation des citoyen.ne.s au processus des marchés publics par le dialogue et les réunions publiques, la publicité dans les médias et les programmes de sensibilisation aux marchés publics.



Bogota, en Colombie, a conçu la stratégie Bogotá 50/50, une voie vers la parité hommes-femmes. La ville publie des informations statistiques sur la participation sociale et politique des femmes, promeut la parité en tant que principe démocratique, a créé une table ronde multipartite sur l'égalité des sexes au niveau du district et a encouragé l'établissement de budgets participatifs tenant compte du genre.

L'Écosse, au Royaume-Uni, a mis en place un réseau de parties prenantes du gouvernement ouvert pour répondre aux exigences de participation et d'engagement lors des étapes clés de la politique de lutte contre le changement climatique et pour atteindre son objectif de neutralité de carbone d'ici à 2045.



Erevan, en Arménie, développe la plateforme "Développement Vert", qui permet à toutes les parties intéressées de s'informer sur la mise en œuvre et la performance de projets verts, tels que l'utilisation de sources d'énergie renouvelables et de solutions intelligentes et la modernisation du système de transport.

Vinnytsia, en Ukraine, crée un réseau de bureaux de liaison pour développer la participation du public dans les nouveaux territoires, accroître l'activité publique et promouvoir la création et le développement d'organisations de la société civile.



Santo Domingo de los Tsalchilas, en Équateur, a élaboré une politique publique de reforestation et de protection de l'environnement, ainsi qu'un système numérique de contrôle environnemental en collaboration avec des experts en environnement et la communauté indigène Tsáchila. La province a aussi distribué des jeunes arbres pour lutter contre la déforestation et la pollution.

Shama, au Ghana, accroît la participation des citoyen.ne.s à la planification, à la budgétisation et à la mise en œuvre des projets de développement public. Elle améliore l'accès à l'information, crée un espace où les organisations de la société civile peuvent s'engager et participer, et met en place une unité de services à la clientèle et des unités de traitement des plaintes.

ÉVÉNEMENTS DU PGO



SOMMETS MONDIAUX & MEETINGS RÉGIONAUX

Le PGO et ses coprésidents réunissent des milliers de réformateurs.rices provenant de l'intérieur et de l'extérieur du gouvernement pour partager leurs connaissances et créer des solutions pour des gouvernements plus transparents, responsables et inclusifs.



SEMAINE DU GOUVERNEMENT OUVERT



Plus de 70 pays et gouvernements locaux ont pris part à l'initiative mondiale annuelle du PGO visant à rassembler les citoyen.ne.s et les gouvernements pour partager des idées, discuter de solutions et s'engager à de nouveaux sommets de participation citoyenne.

LE POTENTIEL DU PGO LOCAL



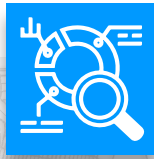
Accès à un réseau mondial comprenant 150+ gouvernements et 3000+ organisations de la société civile sur tous les continents.



Programme de mentorat pour soutenir votre processus du PGO, dirigé par des praticiens et des partenaires.



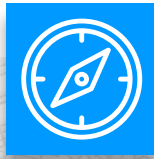
Échange entre pairs, cercles d'apprentissage thématiques et contextuels.



Accès aux produits de connaissance et à la recherche sur le gouvernement local ouvert.



Présenter les réalisations du gouvernement ouvert via les canaux de communication et les programmes d'incitation du PGO.



Orientation structurée en ligne et formation continue sur le gouvernement ouvert, avec des modules spécifiques pour les fonctionnaires et les parties prenantes non gouvernementales.

Joignez-vous à notre communauté grandissante de réformateurs.rices

Afrique du Sud

- Makhanda

Albanie

- Elbasan
- Tirana

Allemagne

- Detmold
- Hambourg

Argentine

- Buenos Aires
- Cordoue (Ville)
- Cordoue (Province)
- Corrientes (Ville)
- Mendoza
- Rosario

Arménie

- Armavir
- Erevan
- Gyumri
- Vanadzor

Brésil

- Contagem (Ville)
- Osasco
- Santa Catarina
- São Paulo

Canada

- Ontario
- Québec

Chili

- Maipú
- Peñalolén

Colombie

- Bogotá
- Cartagenas de Indias
- Manizales
- Nariño

Corée du Sud

- Gwangju
- Séoul

Costa Rica

- Curridabat
- Sarchí

Équateur

- Quito
- Santo Domingo de los Tsáchilas

Espagne

- Aragón
- Pays basque
- Catalogne
- Madrid
- Principauté des Asturies
- Communauté Valencienne

États-Unis

- Austin
- Los Angeles

France

- Paris

Géorgie

- Akhaltsikhé
- Khoni
- Koutaïssi
- Ozourgéuti
- Roustavi
- Tbilissi

Ghana

- Anloga
- Ketu South
- Sekondi-Takoradi
- Shama
- Tarkwa-Nsuaem
- Wassa Amenfi East

Indonésie

- Banggai
- Brebes
- Semarang
- West Nusa Tenggara
- West Sumbawa

Irlande

- Kildare

Italie

- Palerme

Jordanie

- Greater Karak
- Greater Salt

Kenya

- Elgeyo Marakwet
- Makueni
- Nairobi
- Nandi

Kirghizistan

- Bichkek

Macédoine du Nord

- Sveti Nikole

Maroc

- Beni Mellal-Khenifra
- Tanger – Tetouan – Al Hoceima
- Tetouan

Mexique

- Chihuahua (Ville)
- État de Mexico + Tlalnepantla de Baz
- Jalisco
- Mérida + Yucatán
- Nuevo León (État) + San Pedro Garza García (Municipalité) + Monterrey (Municipalité)
- Quintana Roo
- Tlajomulco de Zuñiga

Nigeria

- Abuja
- État de Kaduna
- Plateau

Panama

- Chepo (Ville)

Pérou

- La Libertad
- Lima

Philippines

- Cotabato du Sud

Royaume-Uni

- Écosse
- Glasgow
- Irlande du Nord

République dominicaine

- Salcedo

République slovaque

- Banská Bystrica
- Žilina (Région)

Roumanie

- Timișoara

Serbie

- Novi Pazar

Tunisie

- Carthage
- El Kef
- Regueb

Ukraine

- Khmelnytskyi
- Ternopil
- Vinnytsia

Uruguay

- Montevideo



 www.opengovpartnership.org/local

 local@opengovpartnership.org

 [@opengovpart](https://twitter.com/opengovpart)

 [Open Government Partnership](https://www.facebook.com/OpenGovernmentPartnership)

 [opengovpartnership](https://www.instagram.com/opengovpartnership)

 [Open Government Partnership](https://www.linkedin.com/company/OpenGovernmentPartnership)

